

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 03/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RMG

Le Chateau les Gravelots - La vie des As
Champdôtre

Références : 2022-390
Code AIOT : 0005400082

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2022 dans l'établissement RMG implanté Le Chateau les Gravelots - La vie des As Pré russey 21130 CHAMPDOTRE. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées portant sur les prélèvements et l'usage de l'eau par les activités industrielles en période de sécheresse.

L'établissement inspecté est situé dans la zone d'alerte RM5 "Tille aval, Norges" selon le découpage défini par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or. A la date de l'inspection, la zone RM5 est au niveau "crise" au titre de la sécheresse.

Pour mémoire, les dates de franchissement de seuil d'alerte sur la zone RM5 sont les suivantes :

- Vigilance : arrêté préfectoral n° 690 du 10/06/2022
- Alerte : arrêté préfectoral n° 751 du 24/06/2022
- Alerte renforcée : arrêté préfectoral n°956 du 04/08/2022
- Crise : arrêté préfectoral n°989 du 19/08/2022

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RMG
- Le Chateau les Gravelots - La vie des As Pré russey 21130 CHAMPDOTRE
- Code AIOT : 0005400082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La SA ROGER MARTIN a été autorisée, par arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 modifié, à exploiter une sablière en eau située à Champdôtre pour une durée de 22 ans. L'autorisation d'exploiter a été transférée à la société RMG par arrêté préfectoral du 18 décembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inopinée
- Coup de poing
- Eau de surface
- Action régionale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Valeur limite de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 27	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre de prélèvement des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le débit horaire de prélèvement est limité à 40 m³/h par l'arrêté préfectoral d'autorisation, or, il a été constaté que, pour l'année 2022 :

- le débit horaire de prélèvement en eau moyenné sur les mois de juin à juillet est de 55,6 m³/h (sachant qu'il n'y a eu des prélèvements qu'à partir de juin) ;
- le débit horaire de prélèvement moyenné sur le mois a varié de 51,6 m³/h en août à 60,2 m³/h en juin;
- le débit horaire de prélèvement moyenné sur la semaine, l'arrêté préfectoral cadre du 20/05/2022 fixant des réductions des prélèvements en référence à la moyenne hebdomadaire, a varié de 50,6 m³/h (semaine du 22/08/2022 au 28/08/2022) à 67,7 m³/h (semaine du 20/06/2022 au 26/06/2022).

Les nouvelles dispositions applicables en cas de franchissement de seuil sécheresse ne sont pas suffisamment connues de l'exploitant.

L'exploitant est invité à élaborer un plan d'actions visant à réduire ses prélèvements d'eau à la hauteur des nouvelles restrictions qui s'appliqueront formellement à compter de 2023, à savoir :

- franchissement du seuil d'alerte : 25% par rapport à la moyenne hebdomadaire;
- franchissement du seuil d'alerte renforcée : 50% par rapport à la moyenne hebdomadaire
- franchissement du seuil de crise : seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Des exemptions sont possibles dans les cas où :

* les activités peuvent démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle, ou

* les activités disposent d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse.

La démonstration de l'application des meilleurs techniques disponibles en termes d'économie d'eau sera évaluée, en plus de la description des techniques mises en place, au regard d'indicateurs chiffrés comme l'évolution des prélèvements dans le temps (avant/après la mise en place des différentes techniques), la consommation spécifique (rapportée à la tonne produite), et/ou par comparaison avec les données disponibles pour le secteur d'activité concerné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeur limite de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2004, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La consommation d'eau pour le lavage des granulats est limitée à 40 m3/h [...].
Constats : L'exploitant indique ne pas disposer de facture de redevance à l'agence de l'eau car il consomme moins de 7000 m3/an. Selon les déclarations GEREP, les volumes prélevés sont : - 2019 : 25 246 m3 - 2020 : 2905 m3 - 2021 : 3192 m3 L'inspection précise que ce n'est pas la consommation d'eau qui est à prendre en compte pour les déclarations GEREP et les déclarations à l'agence de l'eau, mais le prélèvement qui, sur cette installation, est de l'ordre de 10 fois la consommation. En effet, sur ce type d'installation (traitement des matériaux sur une carrière en eau), la consommation et le prélèvement sont à distinguer, car ils correspondent respectivement au volume non restitué au milieu via les rejets dans les bassins auquel s'ajoute la part évaporée dans les bassins, et au volume pompé dans le bassin de pompage. A noter que la demande d'autorisation d'août 2003 indique que "les matériaux sont lavés au niveau de l'installation de traitement. Le bon fonctionnement de l'installation nécessite un volume d'eau de l'ordre de 40 m3 par heure." Le volume de 40 m3/h fixé à l'article 27 de l'arrêté préfectoral d'autorisation correspond donc au prélèvement d'eau dans le milieu au sens des distinctions faites au paragraphe précédent. Au regard des bilans annuels 2021 et 2022 remis lors de la visite, les prélèvements d'eau sont : - 2021 : 25140 m3 - 2022 (de janvier à août) : 19562 m3 NON-CONFORMITÉ MAJEURE : Le bilan annuel 2022 de la consommation d'eau remis par l'exploitant lors de la visite fait apparaître que le débit moyen d'eau prélevé est de 55,6 m3/h, il a été de 60,2 m3/h en juin, 56,7 m3/h en juillet et 51,6 m3/h en août. L'analyse des éléments par l'inspection postérieurement à la visite a mis en évidence que la valeur de 55,6 m3/h correspond au débit horaire moyenné sur l'année (sachant qu'il n'y a eu des prélèvements qu'à partir de juin 2022), les autres débits horaires moyens calculés par l'exploitant sont moyennés sur le mois. L'arrêté préfectoral cadre du 20/05/2022 fixant des réductions des prélèvements en référence à la moyenne hebdomadaire, l'inspection a analysé les données fournies par l'exploitant au regard des débits horaires moyennés sur la semaine : il apparaît que le débit horaire a varié de 50,6 m3/h (semaine du 22/08/2022 au 28/08/2022) à 67,7 m3/h (semaine du 20/06/2022 au 26/06/2022). L'exploitant indique que cette augmentation de débit de pompage est liée au remplacement temporaire de la pompe de prélèvement par une autre disponible sur le site, la pompe habituelle (avec laquelle le débit moyen de pompage est de l'ordre de 25 m3/h) étant en panne et

<p>nécessitant des composants spécifiques actuellement non disponibles pour sa réparation. Il ajoute que les actions de réduction des consommations d'eau depuis les alertes sécheresse sont visibles, puisque le débit moyen prélevé a été réduit d'environ 20%.</p> <p>L'inspection lui a indiqué que, même si une réduction du prélèvement avait eu lieu entre juin et août 2022, un doublement global du prélèvement entre 2021 et 2022, alors même que ces prélèvements ont débuté au début de la période de sécheresse, n'est pas acceptable au regard de la situation hydrologique du secteur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 2 : Registre de prélèvement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de prélèvement des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m³/j mis à disposition des services de contrôle.
<p>Constats : L'exploitant a remis à l'inspection le plan topographique de la sablière au 26/11/2021 sur lequel sont notamment représentés le réseau d'eau alimentant l'installation de traitement. Il indique qu'il y a 1 compteur sur le site, au niveau de la pompe alimentant les installations de traitement.</p> <p>Le registre de relevé du compteur sur la période de juin à août 2022 et les bilans 2021 et 2022 de la consommation en eau ont été remis à l'inspection.</p> <p>Au regard des bilans annuels 2021 et 2022 remis lors de la visite, les prélèvements d'eau sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2021 : 25140 m³ - 2022 (de janvier à août) : 19562 m³ <p>Par ailleurs, les relevés journaliers des compteurs de juin à août 2022 font apparaître que le prélèvement journalier d'eau est de l'ordre de 350 m³/j.</p> <p>La fréquence de relevé des compteurs n'appelle pas de remarque</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des prélèvements/consommations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et/ou consommation plafonnés à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.

Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.

Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.

NB : l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 précise que concernant les mesures de restriction, un délai d'adaptation pour les usages agricoles, industriels et commerciaux est possible pour la seule année 2022 : au cours de cette année transitoire, le préfet peut autoriser le maintien des mesures de restrictions publiées antérieurement en lieu et place de celles prescrites à l'annexe 4 du présent arrêté.

Constats : L'exploitant indique que l'activité est saisonnière, avec une activité plus faible en période hivernale, notamment du fait que les activités de BTP sont plus faibles à cette période de l'année du fait des conditions climatiques, mais également car l'activité n'est pas possible en période de crue. Il devra donc réaliser une analyse spécifique afin de déterminer la moyenne hebdomadaire de référence en fonction de la période de l'année.

L'exploitant précise qu'en l'état, l'arrêt complet des prélèvements d'eau aurait pour conséquence directe l'arrêt de la production. Il ajoute que, par nature, la sablière est exploitée en eau dans la nappe d'accompagnement de la Tille, ce qui n'apparaît pas, en première approche, susceptible de permettre la mise en place de bassins de récupération d'eaux pluviales pour alimenter les installations. Il ajoute que la carrière arrive en fin d'autorisation d'exploiter, par conséquent la place disponible sur le site n'est pas suffisante pour constituer des stocks de matériaux durant des périodes plus favorables d'un point de vue hydrologique.

L'exploitant précise également que, par conception des installations, les eaux sont prélevées dans le bassin de pompage en lien avec la nappe, et une grande partie est restituée au milieu par surverse du bassin de décantation dans le bassin de pompage. Selon ses déclarations, au vu des estimations des volumes restitués et d'évaporation, la consommation d'eau des installations serait de l'ordre de 10% du prélèvement. L'inspection indique que, pour l'application de l'arrêté préfectoral du 20/05/2022, ces éléments seraient à préciser et objectiver (notamment en tenant compte d'un niveau d'évaporation représentatif d'une période de chaleur/sécheresse) afin de pouvoir identifier précisément les quantités prélevées, consommées et restituées au milieu notamment si l'exploitant souhaite bénéficier d'une exemption. Dans ce cas, en plus de justifier que les besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées, l'exploitant intégrera à son analyse le retour d'expérience sur le suivi des niveaux piézométriques en fonction des périodes de sécheresse et des niveaux de prélèvements.

L'exploitant indique avoir appliqué les dispositions de l'arrêté préfectoral n°985 du 25/09/2020 fixant les dispositions à prendre selon le seuil d'alerte sécheresse à chaque franchissement de seuil, et d'avoir organisé un point d'information spécifique auprès des opérateurs.

L'inspection précise que, cet arrêté ne comprenant pas de dispositions de réduction quantitative des prélèvements en eau, il n'exonère pas l'exploitant d'avoir à appliquer les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre du 20/05/2022.

Les restrictions quantitatives de l'arrêté cadre "sécheresse" du 20/05/2022 n'étant formellement applicables aux usages industriels qu'à partir de 2023, l'inspection préconise à l'exploitant de mettre en place un plan d'actions sur les économies d'eau et d'anticiper les mesures à prendre afin de respecter ces prescriptions qui seront applicables au prochain étiage (sans préjudice des dispositions à prendre en 2022 au regard de l'arrêté préfectoral cadre n°374 du 29 juin 2015

modifié dont les mesures restent applicables en cette période transitoire).
<p>Observations : L'exploitant est informé des restrictions quantitatives en matière de sécheresse via les informations transmises par l'inspection des installations classées. L'exploitant est invité à suivre la publication des arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse via le site Internet de la préfecture de la Côte-d'Or (https://www.cote-dor.gouv.fr/gestion-de-l-etiage-r1409.html) et le site Internet PROPLUVIA (http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr).</p> <p>L'inspection informe également l'exploitant que les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre du 20/05/2022 est applicable à toutes les activités industrielles, quel que soit leur régime ICPE, ou leur absence de classement ICPE. En particulier, elles sont applicables aux centrales à béton, même si elles relèvent de la déclaration au titre de la rubrique 2518.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet